

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 juin 2021

**RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 4239)**

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 287

présenté par

M. Le Fur, Mme Audibert, M. Benassaya, Mme Boëlle, M. Bouley, M. Cattin, Mme Corneloup,  
M. Reiss, Mme Trastour-Isnart, M. Bazin, M. Brun, M. Hetzel, M. Bony et M. Bourgeaux

**ARTICLE 28**

À l'alinéa 5, après le mot :

« gratuit »,

insérer les mots :

« et à titre onéreux. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il s'agit de Il convient en effet de tirer toutes les conséquences de ce qui est indiqué dans l'étude d'impact page 321 à savoir « l'investissement immobilier n'est qu'une modalité parmi d'autres permettant de transformer de la trésorerie en épargne longue. Les associations culturelles demeurent libres de gérer comme elles l'entendent leurs actifs non immobiliers, qui peuvent leur fournir les revenus réguliers susceptibles de financer à long terme leurs activités. ». La possibilité de conserver des immeubles de rapport reçus à titre gratuit qui met fin à une injustice doit être étendue à la liberté de disposer des immeubles de rapport acquis à titre onéreux.

Limiter la possibilité de placer les réserves des associations culturelles directement dans des biens immobiliers alors que tous les autres types de placement sont autorisés est une atteinte anachronique à la liberté de gestion des cultes ainsi qu'au respect de leur organisation interne visé dans l'avis du Conseil d'État.